

# Clarté

**JOURNAL D'OPINIONS ET D'ACTION POPULAIRE**

Pour le Relèvement social, économique et politique de notre peuple

**L'Organisation et l'Unité, seules, feront reculer la Réaction**  
**ORGANISONS-NOUS... UNISSONS-NOUS...**

## UN GRAND ANNIVERSAIRE

Le vingtième anniversaire de l'avènement  
des Soviets.

Il serait indigne de nous, parlant au nom des travailleurs, et pour les travailleurs, d'ignorer cette grande date du 7 Novembre, qui en cette année de 1937 marque le vingtième anniversaire de l'avènement sur la carte du monde, d'un pays de travailleurs, dirigé par les travailleurs, administré par les travailleurs et marchant à pas de géant, sous l'élan des travailleurs, vers une forme de société libre, forte et heureuse. Cet anniversaire est d'autant plus consolant, et à la fois plus encourageant pour nous si même, nous sommes pourchassés dans notre pays par la réaction déchaînée... parce qu'il nous apporte dans nos jours sombres, une lumière de fierté. Tandis qu'à Montréal, on renforce la police, que les journaux, champions de bêtise et de réaction, réclament le rappel de la Section 98, qu'on interdit non seulement nos réunions, mais aussi des films comme celui d'Emile Zola, chef d'oeuvre de l'art cinématographique, que l'on met sous clef, les livres émancipateurs, que l'on tente de briser, l'organisation ouvrière, qu'on laisse par incompetence et impuissance, mourir nos enfants par milliers, qu'on affame nos femmes et nos vieilles gens, qu'on laisse pourrir dans la désagrégation morale et matérielle nos familles... nous sommes fiers de regarder l'oeuvre conquérante de nos frères de la-bàs.

Nous n'entreprendrons pas aujourd'hui, le bilan de nos méfaits parce qu'en ce jour du 7 Novembre, nous sommes nous tous, les travailleurs, à la joie du grand anniversaire, où nos frères du monde entier se confondent dans l'exaltation des grandes choses accomplies dans le seul pays, au monde, des travailleurs. Nous en résumons quelques exploits. Ce n'est pas un défi, mais une simple réponse à ceux qui sont incapables de comprendre. Il ne leur reste contre nous que la vengeance de leur faiblesse et de leur impuissance.

Voici la réponse sobre et précise sui-

nous vient de nos frères, les travailleurs de l'Union Soviétique, et nous la livrons à la confiance et à la fierté de notre peuple...

Pour tout l'ensemble de la production, l'industrie de la Russie des tsars occupait la cinquième place dans le monde et la quatrième en Europe. Et maintenant, l'industrie de l'Union soviétique est la première d'Europe et la seconde du monde. Pour la construction des machines l'ancienne Russie occupait la quatrième place dans le monde et la troisième dans l'Europe. La construction des machines de l'U.R.S.S. est la première d'Europe et la deuxième du monde. Pour la construction des machines agricoles l'Union soviétique occupe la deuxième place du monde. Pour la production de l'énergie électrique l'ancienne Russie occupait la quinzième place dans le monde et la septième en Europe, et l'Union soviétique occupe à l'heure actuelle la troisième place dans le monde et la seconde en Europe. Pour l'extraction de la houille la Russie des tsars était le sixième pays du monde et le cinquième en Europe; l'Union soviétique est le quatrième pays du monde et le troisième d'Europe. Pour l'extraction du minerai de fer l'Union soviétique se classe première en Europe et deuxième dans le monde. C'est encore la première place en Europe qu'occupe l'Union soviétique pour l'extraction d'or et la production des superphosphates et la première place dans le monde pour la production du sucre de betteraves. L'Union soviétique est le pays qui a la plus grande agriculture du monde, une agriculture organisée selon les principes socialistes.

Les citoyens de l'U. R. S. S. respirent à pleine poitrine, ils sont fiers à juste titre de leurs grandes conquêtes. En U. R. S. S. est réalisé le rêve des meilleurs hommes de toute l'humanité...

J. P.

### LA SOUSCRIPTION DE "CLARTE"

Comme nous l'annoncions la semaine dernière, notre campagne se prolongera jusqu'au 15 novembre, afin de nous permettre d'atteindre notre objectif de \$1000.00.

Quelques quartiers font un excellent travail. Et nous saluons le quartier Delorimier qui a réuni le montant de \$100.00. Nous remercions également Québec, premier endroit à nous faire parvenir le montant qu'on lui avait attribué.

Cela est un exemple du bon travail qui s'accomplit partout. Nous prions ceux qui s'intéressent à notre journal d'intensifier leur travail, afin de soutenir "Clarté" dans sa lutte contre la vague de réaction qui s'abat sur notre ville.

La semaine prochaine, nous ferons connaître le résultat du travail de chaque quartier.  
Le Comité.

## La Conférence Canadienne des Ouvriers de la Fourrure

\$ 30,000 d'arriérés de salaires remboursés par les patrons

Intervention de Mr. BEN GOLD, Président-Général de l'Union Internationale de la Fourrure

Déclarations de Mr. Albert Roy vice-président général.

En soumettant son rapport à la conférence canadienne, samedi dernier devant les ouvriers de la fourrure à l'hôtel Mont-Royal, M. Albert Roy, vice-président général de cette union internationale, a déclaré que les manufacturiers de Montréal, avaient dû rembourser aux ouvriers la somme de \$30,000 en arriérés de salaires au cours de cette année.

Les ouvriers de cette industrie bénéficient d'un contrat collectif depuis plus de deux ans et cette somme considérable représentait la différence entre les salaires payés et les salaires stipulés dans l'entente de travail, assujettie à la loi Arcand.

Le rapport de Toronto, soumis par M. M. Federman, informa les délégués que les ouvriers de cette ville avaient aussi bénéficié d'une augmentation de salaires de 10 pour cent au cours de l'an dernier. L'union à cet endroit est aussi puissante de même qu'à Winnipeg, où les ouvriers ont dû subir une grève de quinze mois avant d'obtenir de meilleures conditions de travail. Le recrutement n'est toutefois pas terminé à Winnipeg. En dernier lieu, M. F. Perron, de Québec, s'est plaint de ce que les syndicats catholiques organisent les ouvriers de la fourrure et a demandé l'appui financier et moral de l'union internationale.

Ouverte par M. Emile Perrault, la conférence fut présidée par M. Ben Gold, président général de New-York. Le secrétaire général, M. Piétor Lucchi, y assistait également.

La conférence a pris plusieurs résolutions, quant au recrutement des ouvriers canadiens et à l'amélioration des conditions de travail notamment :

1. — Organiser tous les ateliers de la ville de Québec.
2. — Commencer une campagne d'organisation pour organiser tous les Ouvriers en Fourrure de Montréal, dans l'industrie de la manufacture, et celle de l'Apprêtage et de la Teinture.
3. — Organiser Hamilton et Ottawa, aussitôt que possible.
4. — Assister Winnipeg, dans sa lutte contre les ateliers ouverts et contre l'injunction.
5. — Assister Toronto et Montréal dans leurs efforts pour obtenir de meilleures conditions au renouvellement des engagements qui expirent au début de l'année 1938.

Déclarations du Prés. Gén. BEN GOLD

Dimanche après-midi s'est ensuite tenue une assemblée générale, à Montréal, où les directeurs généraux prirent la parole. Ils intéressèrent vivement les ouvriers par leur exposé de la situation actuelle et des victoires remportées par l'union, tant aux Etats-Unis qu'au Canada. M. Ben Gold a affirmé que l'union comptait dix nouveaux locaux, depuis cinq mois, et a renouvelé des contrats de travail à Chicago, Détroit, Cleveland, Pittsburgh, Philadelphie et à Toronto.

Puis la conférence se sépara, avec la promesse d'un beau succès dans ses prochaines travaux de recrutements et d'organisation. A cet égard, nous savons qu'un excellent choix d'organisateur à Montréal, à déjà été fait et que Mr. Wilbrod Couturier, a été désigné pour cette importante fonction.

## A. U. S.

DIMANCHE après-midi 7 NOVEMBRE 1937, à 2.30 P. M.

GRANDE SALLE DES DEBARDEURS  
525 rue Bon Secours

GRANDE CONFERENCE PUBLIQUE  
"MON VOYAGE EN U. R. S. S."

par JEAN PERON

— ENTREE LIBRE —

(Clarté, peut offrir à ses lecteurs le texte de l'allocution qu'aurait prononcée, si cela n'avait été la violence momentanément victorieuse des perturbateurs de l'ordre, le Major Général Victor Yakhontoff, au meeting interdit de l'Aréna, Vendredi dernier).

Mesdames et Messieurs :

On m'a demandé de vous adresser quelques mots en français, et je veux m'y essayer, espérant que vous serez indulgents pour mon français.

Je suis sûr qu'il y a quelques-uns parmi vous qui sont intéressés de savoir pourquoi un ancien officier de l'Armée Impériale de la Russie est venu vous parler de l'Union Soviétique et vous dire des choses favorables à ce nouveau régime dans le pays de sa naissance ?

L'explication est simple. J'ai accepté l'aimable invitation de la Société des Amis de l'Union Soviétique parce que je crois que le Gouvernement de cette Union est sincèrement pour le maintien de la paix et définitivement contre le Fascisme, ce que je veux appuyer et soutenir autant que je peux.

Le Fascisme c'est la barbarie. Et parce que c'est la barbarie, le Fascisme c'est la guerre. Et la guerre mondiale aujourd'hui c'est le suicide de notre civilisation.

Les déclamations pacifiques de Hitler, s'il en reste quelque chose, ne font plus illusion qu'à ceux qui veulent s'illusionner, ou qui ont intérêt à propager l'illusion. Mussolini ne déclarait-il pas il, y a à peine une année avant son attaque en Ethiopie, que "jamais l'Italie ne commencera une guerre ?"

L'occupation de la Manchourie par le Japon en 1931 et la nouvelle agression en Chine ne suivent-elles pas des déclarations pacifiques de Tokio ?

Dans la bouche de ceux qui oppo-

## Le discours interdit du Major-Général Victor Yakhontoff

sent l'idéal de brutalité des lieuteurs, l'idéal des Samurai de l'ancien Nippon, et l'idéal des mythologies des forêts de la Germanie primitive, à la grande solidarité internationale du monde moderne, sillonnée de trains rapides, d'avions et d'ondes intelligentes, le mot de paix n'est qu'une dérision.

Pour le Fascisme, la Science et l'Art comptent bien peu, comme nous pouvons juger de l'action de Hitler en brûlant des oeuvres nombreuses des écrivains reconnus du monde entier, et chassant de l'Allemagne des savants les plus célèbres. Il s'agit aujourd'hui d'empêcher l'anéantissement du patrimoine culturel du monde par le Fascisme. L'héritage culturel du passé doit être protégé et conservé.

A ce moment-ci, quand Mussolini, après son expédition en Afrique, a commencé la guerre en Espagne et sur la Méditerranée et que le Japon a recommencé sa lutte en Chine, le monde entier envisage la possibilité d'une nouvelle guerre mondiale.

La plupart des Puissances, représentées à Genève, sont hostiles à l'aventure fasciste. Genève a déclaré le Japon responsable de l'agression. L'entente Franco-Britannique sur la collaboration naval en Méditerranée est un fait accompli. Le Président des Etats Unis a déclaré que le temps est venu d'arrêter les agresseurs. La conférence internationale à Bruxelles va discuter les moyens de pacifier le Japon. Mais pour que ces mesures collectives soient effectives tous le monde doit être d'accord. C'est seulement par l'unité sans réserve que l'on peut combattre effectivement le Fascisme

et la guerre.

Pour sauver le prestige du Fascisme italien ou allemand, et celui du militarisme japonais, les Fascistes de tous les pays sont prêts à déclencher dans le monde la plus atroce des guerres.

Pour défendre la paix il n'y a pas une minute à perdre. De l'ampleur et de l'unité de l'action internationale, dépend la paralysie économique et financière du Japon. C'est-à-dire de cette action coordonnée dépend la question : "Ou, la guerre mondiale et l'anarchie, - ou, la paix ?" ou le Fascisme, c'est-à-dire obscurantisme et réaction, - ou la Démocratie et le progrès ?

C'est le raison pour laquelle moi, ainsi que chaque individu intéressé au maintien de la paix et du progrès, parle en faveur de l'action commune immédiate contre la guerre et contre le Fascisme.

Quant à l'Union Soviétique, il est bien connu maintenant qu'elle est une des plus ardentes partisane de la paix c'est justement pourquoi la France, ainsi que la Tchécoslovaquie ont conclu en 1934 des traités pour l'assistance mutuelle avec la Russie Soviétique; c'est pourquoi en cette même année la Société des Nations a invité l'Union Soviétique à se joindre à cette organisation internationale. C'est pourquoi il est bien possible qu'éventuellement l'Angleterre puisse rétablir l'Entente, non seulement avec la France, mais aussi avec l'Union Soviétique, qui est une Alliée de la France.

Pour coordonner la politique extérieure avec l'Union Soviétique ces pays ne sont pas obligés de souscrire aux doctrines soviétiques, c'est plu-

tôt une question de politique réelle et objective. Il est bien reconnu déjà que la coexistence des régimes capitalistes avec un autre, à peu près socialiste, est possible et on dit que ce n'est même pas très difficile.

L'Union Soviétique d'aujourd'hui est bien différente de ce qu'elle était hier. Moscou veut la coopération avec les autres nations et fait beaucoup pour que cette collaboration soit possible et désirable.

L'Union Soviétique a déjà atteint une telle position économique que cette coopération est devenue bien désirable pour les autres pays, cela même en dehors, du problème proprement pacifique.

Voici ce que le grand écrivain français, Romain Rolland, qui est un des membres du Comité Mondial des Amis de l'Union Soviétique, a écrit après sa récente visite en Russie :

"La Russie Soviétique a atteint des succès non seulement remarquables, mais aussi très importants pour le monde entier.

"C'est bien naturel, écrit-il, qu'on puisse trouver certaines erreurs et même des actes d'injustice dans ce pays de plus de 170 millions d'habitants ; dans ce pays plus grand que l'Europe entière ; dans ce pays où le nouveau régime a recommencé sa construction presque de fond en comble après la Révolution de 1917; dans ce pays, où, on a réussi de reconstruire toutes choses pendant une courte période de vingt ans, avec les débris d'une guerre mondiale suivie d'une guerre civile.

"Ce n'est pas que dans les légendes que les dieux ont créé des paradis d'un seul mot. Nous, mortels, nous ne pouvons conquérir et bâtir qu'avec beaucoup de peine, beaucoup de patience et beaucoup de travail".

Major-Général Victor Yakhontoff

### LE CRIME JAPONAIS ET L'OPINION AMERICAINE

Quelles que soient les résistances du Congrès, le discours présidentiel ne peut pas ne pas avoir de conséquences politiques, tout au moins sur le déroulement des choses en Extrême-Orient. Déjà, à Genève, le discours de Chicago a incité le Conseil à faire droit à quelques-unes des réclamations chinoises et l'observateur américain Harisson a apporté une adhésion remarquable à la résolution de Genève. En dépit du Neutrality Act, Roosevelt sera suivi dans les initiatives qu'il suggérera pour aider la Chine et contrecarrer l'aventure nipponne.

Il faudrait maintenant aller plus loin. Pour la Chine également, le vote récent de la S. d. N. contre les bombardements aériens et la décision de convoquer les signataires sont intéressants. Cette attitude fut dictée par le discours de Roosevelt et on lui doit les trois importantes recommandations suivantes :

1. L'assemblée accorde son appui moral à la Chine ;
2. Elle recommande à ses membres de ne pas apporter d'obstacles au droit de légitime défense de la Chine ;
3. Elle recommande, enfin, à chacun de ses membres, dans la mesure où cela lui sera possible, d'apporter son aide à la Chine.

Le Comité des 23, à Genève, a donc par son rapport, condamné l'agression japonaise et s'est solidarisé avec le peuple chinois.

Le Japon refuse d'assister à la conférence des 9 puissances, à Bruxelles utilise les gaz et les lance-flammes à Shanghai, continue à massacrer les populations sans défense et lance un défi à ceux qui veulent arrêter le crime :

## Le peuple français reste fidèle au Front Populaire

En 1924, le peuple français s'était prononcé à une écrasante majorité pour le Cartel des Gauches. Deux années plus tard, les gouvernements de gauche qui n'avaient pas su s'appuyer sur les masses pour réaliser leur programme, s'effondrèrent sous la pression de la réaction : l'Union nationale au service de cette dernière triomphait et l'emporta aisément aux élections générales de 1928. En 1932, les gauches revenaient au pouvoir, pour abandonner de nouveau leur programme ; deux ans après, les masses désemparées laissèrent croire au fascisme qu'il allait être maître du pays et l'ex-

Le ministre des Affaires étrangères japonais a publié un communiqué, disant avec un sang-froid déconcertant :

Le gouvernement impérial constate avec regret que la S. d. N. et M. Cordell Hull ont accusé le Japon de violation du pacte contre la guerre et du traité des neuf puissances. L'action nipponne est uniquement de légitime défense.

Mais le général Swane Matsui, commandant à Shanghai, a déclaré :

Les buts japonais sont non seulement de protéger les vies et les biens des Japonais dans la région de Shanghai, mais de chasser le gouvernement et l'armée chinois qui, en collaborant avec les communistes, poursuivent une politique hostile aux étrangers.

Il n'est que temps que les 90% du monde pacifique se constituent en bloc uni afin d'empêcher l'embasement du monde entier que sont en train d'allumer les Etats totalitaires.

trême-droite remporta encore des succès aux élections cantonales de 1934. Les puissances d'argent ont essayé du même système pour discréditer le Front populaire, le diviser et ramener leurs créatures à la direction des affaires, mais les élections cantonales, dont le premier tour vient de se dérouler, montrent qu'elles ont échoué dans leur entreprise, et qu'il y a quelque chose de changé dans le pays.

On vient de voter dans 3.000 cantons, toute la France, sauf le département de la Seine, pour élire environ 3.500 conseillers généraux ou d'arrondissement avec la conclusion très nette que la population reste fermement attachée au Front populaire et qu'elle continue à évoluer dans le sens à gauche tracé par elle aux élections législatives de 1936.

Sans doute, les radicaux perdent-ils quelques positions, gagnées par la droite ou par les socialistes ; ceci est certainement dû à ce que certains de leurs leaders ont eu une attitude équivoque, semblant se laisser conquérir par les oeillades de la réaction. Le manifeste électoral du parti radical était si peu coloré que le Temps avait pu le célébrer comme un "sursaut d'indépendance à l'égard des partis socialiste et communiste". Toute la presse du capital financier insinuaient que les ministres radicaux, tels Chautemps et Bonnet, ne voyaient de salut que dans le retour à l'union nationale. Cependant l'ensemble des formations du Front populaire améliorent leurs positions, les gains les plus importants étant obtenus par le parti socialiste. Les truquages des statistiques officielles confectionnées

par les services du ministère de l'Intérieur où le "souffle républicain" n'a pas passé ne sauraient empêcher ce fait que tous les espoirs réactionnaires ont avorté et que le peuple entend maintenir la cohésion du Front populaire.

Et pourtant, les conditions de victoire étaient plus difficiles qu'il y a seize mois. Les hésitations dans l'application du programme, des mesures contraires à l'esprit de ce dernier, comme la dévaluation du franc, l'augmentation des taxes et des impôts frappant les pauvres, une politique intérieure et extérieure d'excessive complaisance à l'égard du fascisme, avaient créé dans les couches les plus ardentes du Front populaire des désillusions et des mécontentements. L'atmosphère électorale était lourde : la livre était au cours de 150 francs, les bandes fascistes redoublaient d'agressivité et provoquaient des bagarres sanglantes, les menaces de guerre planaient redoutables dans l'air, les ouvriers pouvaient croire leurs conquêtes sociales menacées grâce à des déclarations ambiguës du Conseil des ministres, socialistes compris.

Les ennemis du peuple avaient fait un effort acharné d'agitation : le seul centre de propagande de Kérisillis avait diffusé 140.000 affiches, 3 millions et demi de tracts et 43.000 brochures. Ils avaient réussi à créer une certaine confusion entre marxisme et Front populaire. Ils avaient visé avant tout à diviser prolétariat et classes moyennes. Ils recommandaient à leurs troupes, là où ils n'avaient pas pu présenter de candidat, de voter pour les radicaux

(Suite à la page 4)

Pour le Relèvement  
Social et Politique  
de notre Peuple

# Clarté

JOURNAL D'OPINIONS ET D'ACTION POPULAIRE

Pour la Démocratie  
et  
Pour la Paix

## L'unité d'action

Le grand courant d'unité qui se manifeste dans les différentes industries depuis quelques mois et dernièrement chez les chômeurs, constitue sans aucun doute un tournant du mouvement ouvrier international. Dans la lutte commune contre l'adversaire commun, le fascisme et la guerre, les barrières de Duplessis qui si souvent séparent les ouvriers de différentes tendances politiques, disparaîtront avec l'unité de la masse, tant des ouvriers, des cultivateurs que des chômeurs. Un contrat intime et fraternel, scellé par la souffrance morale et physique s'établit entre les ouvriers des différentes nationalités et de partis politiques Bleu, Rouge, CCF, Communiste, Crédit Social et même le nouveau parti "caille" : l'Union Nationale. Comme conséquence, la discussion sur les grands problèmes de la lutte pour le triomphe des classes laborieuses, discussion cette fois fraternelle et dictée par l'unique volonté de faire disparaître le mal dont nous souffrons. Face à cette nouvelle catastrophe menaçante, la classe ouvrière est divisée. L'unité est nécessaire. Seule l'unité de la classe laborieuse contre les excitateurs à la guerre, contre les oppresseurs fascistes, contre la source des guerres impérialistes et du fascisme, et contre le capitalisme peut changer les rapports de classes en faveur des ouvriers. L'unité d'action de la classe ouvrière est la condition préalable pour faire passer du côté des ouvriers les couches moyennes des villes et des champs. Si grandes que puissent être les difficultés, nous devons poursuivre sans relâche l'unité d'action et d'organisation. Celui qui veut la libération de la classe ouvrière ne saurait se refuser à cette lutte commune contre les dangers immédiats qui nous menacent.

Il nous faut voir la réalité et chercher une possibilité de changer la situation

actuelle où la classe ouvrière est divisée, et forger l'unité de cette classe. Le capitalisme, marche au galop pour le renforcement de sa dictature et le renforcement du fascisme en se servant de Duplessis et de Raynault, des journaux et de la radio ainsi que des jeunes étudiants. La classe ouvrière veut et doit aussi marcher au galop et il ne dépend que de nous que ce galop nous permette de vaincre dans cette course, le mouvement fasciste. Il faut que les Unions ouvrières soient les champions de la défense des libertés démocratiques. Ce serait insensé de ne pas le faire, ce serait insensé de ne pas démasquer le cynisme de nos Duplessis et Raynault, d'avoir peur de nous battre pour le droit d'opinion, pour la liberté de pensée pour le droit de nous organiser, pour le droit d'assemblée et pour d'autres choses encore. Ce serait insensé de laisser des organisations fascistes utiliser les traditions profondes et tenaces qui sont au cœur des masses paysannes, des masses de petites gens à l'aise, et aussi au cœur des masses ouvrières. Ce serait insensé de notre part parce que nous, unionistes, nous y tenons nous-mêmes à nos libertés démocratiques signifie la lutte directe d'hommes y tiennent, parce que leur disparition menace leur vie, menace leur pain, parce que nous devons nous battre sur cette plate-forme, contre la dictature fasciste et aussi parce que la défense des libertés démocratiques signifie la lutte directe des masses contre le pouvoir des capitalistes en même temps que contre les organisations fascistes. C'est un aspect et non le moindre de la bataille entre les deux forces en présence, celles des gros capitalistes et celles des classes laborieuses avec à leur tête, les unions que nous devons organiser et entraîner à la défense de nos droits et de nos libertés.

H. Richard.

## Les négociations de paix entre l'A. F. of L. et le C. I. O.

Clarté, juge opportun de renseigner ses lecteurs sur le mouvement ouvrier du C. I. O. Nous suivons donc avec intérêt les négociations de l'Hôtel New Willard à Washington, D. C., où les trois délégués de l'A. F. of L. discutent avec les 10 délégués du C. I. O. Les négociations interrompues Samedi dernier, ont été reprises ce Jeudi 4 Novembre. Les présidents respectifs des délégations sont, pour l'A. F. of L., George M. Harrison et pour le C. I. O., Philip Murray. Les offres du C. I. O. comportent les trois points suivants. 1. L'A. F. of L. déclara que sa politique sera désormais basée sur l'organisation dans les industries de production de masse, sur l'unionisme industriel. 2. Il sera créé dans l'A. F. of L., un département autonome, connu sous le nom de C. I. O., qui aura juridiction sur les industries organisées sur le principe d'unionisme industriel. 3. Une convention sera convoquée, à l'effet de ratifier ces divers points et mettre au point les règles et dispositions qui en découlent.

Les contre-propositions de l'A. F. of L. sont comme suit. 1. Toute union à charte, nationale ou internationale, actuellement affiliée au C. I. O. doit reprendre rang parmi l'A. F. of L. 2. Les autres unions du C. I. O. doivent être placées sous l'égide de l'A. F. of L. dans des conditions et délais mutuellement acceptés. 3. Tout point de désaccord doit être remis pour discussion à la prochaine convention de l'A. F. of L. 4. Puisque l'ensemble des présentes propositions tendent vers un mouvement ouvrier unifié, le C. I. O. doit être immédiatement dissous. Tel est le résumé des propositions et contre-propositions. Evidemment leur écart est frappant, et l'on peut se demander, comment une reprise de négociations a pu même être envisagée. Il va sans dire, que fort de ses effectifs, et fort de son principe sain et logique, le C. I. O. a d'emblée, refusé les contre-propositions de l'A. F. of L. mais d'autre part, les délégués de Washington sont tellement harassés de télégrammes de toutes parts du pays, exprimant la

Fédération des Sans-Travail de la Province de Québec

## Les violations de libertés

Liberté de parole, liberté d'organisations : mots vides se sens dans la province de Québec, et surtout dans la ville de Montréal !

Le régime barbare qui conduit les destinées de cette province, nous fait reculer aux jours les plus sombres de l'esclavage. La liberté et les droits du peuple sont foulés au pied. Avec le plus grand mépris on se rit des réclamations des liers d'ouvriers qui ont travaillé durant des années, créant cette immense richesse devenue, aujourd'hui, la propriété d'un petit groupe d'accapareurs prêts à immoler la classe ouvrière sur l'autel de l'égoïsme et de la cupidité.

On abuse de cette masse de sans-travail devenue inutile parce qu'elle a trop produit, en invoquant les prétextes les plus absurdes et les plus fallacieux. On condamne des milliers de personnes à mourir de faim, afin d'annoncer un surplus, fictif la plupart du temps, et de se payer le luxe de voyager, en aéroplane, et de visiter l'Italie fasciste.

Ce ne sont que banquets et fêtes ininterrompues. Et au milieu de tout cela, on se moque de ceux qui, en réalité, sont les maîtres de tout. Car si l'ouvrier connaissait sa force, ce ne sont pas ces bouffons qui seraient à la tête de cette province.

On accorde le droit de parole à toutes sortes de polichinelles et d'imbéciles, mais on la refuse à des ouvriers qui sont dans la misère la plus affreuse, pour la simple raison qu'ils veulent dire la vérité et demander des choses justes et raisonnables, que pas une administration ne pourrait refuser, excepté peut-être celle que dirige celui qui a inventé les "catégories" de chômeurs qui n'ont pas droit au secours direct.

Et l'on croit peut-être en empêchant les ouvriers de se réunir, que cela va paralyser le Fédération des Sans-Travail.

Nous croyons que cette tactique est d'une maladresse impardonnable. Car croit-on que les sans-travail s'organisent pour le seul plaisir de la chose. C'est parce qu'ils ne peuvent plus supporter l'existence qu'ils mènent actuellement.

Nous le répétons, messieurs les échevins et les députés, ce ne sont pas vos attaques contre nous, qui avons commis l'erreur de vous élire, que vont empêcher l'organisation

volonté d'unité ouvrière que les pour-parlers ont dû continuer. La volonté des masses est non seulement évidente à cet égard, mais en outre, elle a si bien saisi la logique et la puissance du principe de l'unionisme industriel, que nous croyons finalement, après les ménagements nécessaires de certaines vanités et de certains privilèges, des chefs de l'A. F. of L., les pourparlers se concluront sous le signe définitif du C. I. O. et ce qu'il représente de logique et de clarté. A la semaine prochaine, des nouvelles plus substantielles des négociations ouvrières de Washington.

des ouvriers. Si vous êtes trop lâches pour laisser ces ouvriers discuter des questions qui les intéressent, soyez certains que ceux qui ont pris la direction de cette organisation, sont décidés à pousser la lutte jusqu'au bout, quels que soient les moyens, légaux ou illégaux, que vous prendrez pour tenter d'empêcher les canadiens-français de demander justice.

Nous sommes fatigués d'endurer vos insultes, et nous avons hâte que sonne l'heure où il vous faudra rendre vos comptes devant le véritable peuple. Ce ne sont pas vos intimidations qui nous arrêteront. Nous aussi, avons un mandat à remplir. Nous sommes chargés de diriger la masse souffrante, de la protéger et de la libérer des entraves qui la paralysent. Nous l'avons promis, et nous tiendrons parole. Et ce ne sont pas les fantoches de l'administration municipale qui nous arrêteront.

On nous a refusé le marché St-Jacques à la dernière minute, eh bien nous tiendrons 35 assemblées dans tous les quartiers de la ville. Et rien ne nous empêchera de les tenir. Car nous sommes du côté de la justice et nous ne craignons pas les menaces.

S'il y en a parmi nos dirigeants qui ont été étudier le fascisme en Italie, ils vont voir que nous ne sommes pas en Italie ici et que les ouvriers canadiens-français ne sont plus des moutons.

Le temps du sommeil est fini : il faut maintenant se réveiller. Les ouvriers ont droit de parler autant que n'importe qui, ils vont se prévaloir de ce droit en dépit de toutes les persécutions dont ils seront l'objet.

Car les ouvriers sont les maîtres et ils vont le prouver en s'unissant à l'usine, dans des organisations ouvrières, avec le support des intellectuels honnêtes et bien pensants. Les canadiens-français veulent jouir d'un peu de liberté, de justice et de bonheur. Et, en cela, tous les ouvriers de toutes les autres nationalités sont d'accord avec eux.

Emile COTE  
Sec. de la Fédération des Sans-Travail de la Province de Québec.

## Pour nos Combattants Canadiens en Espagne

### Rectification.

La semaine dernière nous publiions en page 6 que le Comité National des "Amis du Bataillon Mackenzie-Papin" entreprenait une campagne de \$5,000. dans le but d'envoyer aux enfants espagnols des cadeaux comprenant du tabac, des cigarettes, etc. Or ces cadeaux n'étaient pas destinés aux enfants, mais bien à nos combattants d'Espagne.

Nos lecteurs auront certainement rectifié d'eux-mêmes, et nous espérons qu'il n'y aura pas de retard de leur part à envoyer ce que le Comité désigne à nos amis d'Espagne.

# Clarté

JOURNAL D'OPINIONS ET D'ACTION POPULAIRE

Publié par "Clarté Enregistrée", Montréal.

Rédaction et Administration : 254 Est, rue Ste. Catherine, Montréal.

Case postale 2, Station N.

Téléphone : PL. 6045

ABONNEMENTS : 3 mois, 25c — 6 mois, 50c — Un an, \$1.00.

Enregistré comme matière de seconde classe.

MONTREAL, SAMEDI le 6 NOVEMBRE, 1937.

## Editorial

### LA DEMOCRATIE EN DANGER...

L'offensive réactionnaire grandit en ampleur et en étendue... nous voudrions ajouter en bêtise, si ces bêtes n'étaient si bornées et méchantes. Mais précisément parce qu'elles manquent d'intelligence et d'équilibre, les attaques contre la démocratie feront bientôt long feu. D'où prennent-elles leur origine ?

Remontant aux sources de toutes choses, nous retrouvons dans chaque mesure de police et de réaction, l'influence de la rue St-Jacques, et de toute cette finance nationale et internationale, qui sent le fléchissement de sa destinée.

La prospérité, d'aujourd'hui, les financiers le savent... n'est que factice. Elle est comme une éruption de fièvre, fièvre des armements qui étend à nouveau tous ses maléfices dans les pays capitalistes.

Il faut du matériel pour la guerre de demain... Il faut la guerre de demain, pour s'évader des responsabilités sociales toujours plus lourdes et exigeantes. Or les capitalistes qui ont vécu tant d'années de spoliation tranquilles et fructueuses, se rendent compte maintenant que face à eux, grandit une classe des opprimés, des exploités, toujours plus turbulente et assoiffée de justice.

Déjà, elle leur a imposé le fardeau du secours direct... puis en outre partout dans tous pays, les dépenses d'assurances sociales grandissent, et en outre dans aucun pays de l'ancien régime du laisser faire, on ne peut plus échapper aux obligations et aux règlements ouvriers de toutes sortes. Or l'ensemble de ces mesures d'intervention sociale, les capitalistes le savent, constitue le départ de toute organisation démocratique d'état. Ils sont donc effrayés et ils tentent d'y résister avec vigueur. Ils y réussissent plus ou moins, et surtout moins, là où la classe ouvrière est organisée... mais dans notre pays de Québec, où nous épellons à peine les premiers mots de l'organisation ouvrière, les capitalistes peuvent encore déchaîner à loisir toutes leurs mesures de réaction. C'est alors que tout est requis. Un maire de grande ville, comme le maire, Raynault à Montréal, qui faisait si piteuse figure à la barre des témoins, lors du procès récent de la Société des Amis de l'Union Soviétique, est, tout d'un coup, haussé dans la chaire de vérité, et il y fulmine, au nom et contre des choses dont il ne connaît pas le premier mot. A sa rescousse, une centaine de prédicateurs improvisés nous inondent de leur fausse éloquence... puis le flot des pamphlets, circulaires, imprimés de toutes sortes nous noie jusqu'aux yeux, et malgré que nous restions étourdis sous tant d'avalanches, parlées et écrites, nous y reconnaissons la marque initiale des messieurs de la rue St-Jacques, qui défendent leur peau. Le reste de l'équipe, hâbleuse et écrivassière, n'est que comparses risibles... mais ce qui subsiste, c'est la volonté désespérée de leurs maîtres, les grands détresseurs, exploités et expropriateurs, qui ne veulent pas que, dans la réserve du Québec, restée libre à leurs exploits, se dresse une opinion d'hommes libres, agisse une classe ouvrière organisée, prennent conscience d'eux-mêmes leurs victimes. Les secours sont trop chers... les assurances contre les accidents, la maladie, la vieillesse, sont trop onéreuses... les mesures les règlements, les conditions de protections de travail sont trop rigoureuses... il s'agit donc d'en arrêter les nuisances... Le salut classique et international est de créer la fausse prospérité des armements, puis d'entraîner l'humanité dans les horreurs de la guerre ; en conséquence, on nous y prépare politiquement et mentalement, par les moyens de coercition et de violence, qui sont la définition du fascisme. Le maire Raynault et ses collègues prédicateurs de Dimanche dernier, ne sont que de pâles facteurs dans le développement du plan machiavélique du capitalisme international. Raynault exécute les ordres de la rue St-Jacques, quand il interdit la tenue des assemblées populaires, tout autant que Duplessis exécute les mêmes ordres, lorsqu'il combat le droit d'organisation ouvrière. Atteintes à nos libertés civiles, atteintes à nos droits d'organisation, sont davantage que des mesures de réaction locales... elles sont

## Le Mouvement Ouvrier du Québec et ses difficultés

(Nous détachons du journal américain, le Guild Reporter, organe des journalistes affiliés au C. I. O., les lignes suivantes sur nos problèmes ouvriers).

Le premier ministre Maurice Duplessis se refuse d'admettre tout mécontentement. Il est définitivement pro-fasciste, et en ce qui le concerne, il peut éviter le désordre à coup de décrets. Il prit le pouvoir sur la promesse de démolir le trust et d'aider les ouvriers. Mais il a servi le trust et s'est aliéné les ouvriers en les oubliant.

Il a nommé à la commission chargée d'administrer l'Office des Salaires Raisonables (une loi établissant un minimum de salaire pour les ouvriers non-unionistes) : (1) un magistrat de la ville de Québec comme président ; (2) un membre d'un Syndicat Catholique National ; (3) un chef ouvrier qui n'apparaît être qu'une marionnette politique ; (4) un agent de manufactures, autrefois directeur d'une agence d'annonce locale.

Comme on le voit, travail n'entre nullement dans ce décor, et il ne pourrait d'ailleurs avoir de place au sein d'une commission créée par Duplessis. Mais une cinquième fonction demeure vacante, aussi les représentants du Conseil des Métiers et du Travail des Trois-Rivières et de Québec essayent-ils de persuader Duplessis de confier cette charge à un ouvrier.

### Difficultés intestines

Les difficultés intestines du Québec sont beaucoup plus compliquées que celles du C. I. O. vs. A. F. of L.

aux États-Unis.

En plus de ces complications, nous avons les Syndicats Catholiques. A ceux-ci appartient (dans Québec) les catholiques romains qui sont sujet britanniques et âgés d'au-delà dix-huit ans. Des relations directes sont établies entre ces syndicats et l'Eglise par l'intermédiaire d'un aumônier dans chaque groupe. Les grèves ne sont pas complètement bannies mais on les déplore. L'internationalisme n'est pas reconnu évidemment, et l'on considère les unions internationales comme des organismes, "dangereux pour le bon ordre".

Fait assez curieux, les Syndicats n'ont jamais d'argent à la disposition des ouvriers.

Les Syndicats étaient et sont encore, à un certain degré, assez bien vus des ouvriers. Et récemment, ils reprirent le terrain perdu quand dix mille membres de l'Union Catholique des employés du Textile firent la grève en cette province.

Plus de la moitié des membres des Unions Internationales dans le Québec appartiennent à la religion catholique romaine. Ils fréquentent tous l'Eglise assidûment. Mais quand ils entrent en grève leurs coreligionnaires des Unions Internationales leur souhaitent la défaite. Ces derniers croient sincèrement que c'est la seule façon de développer l'unionisme chez les syndiqués.

Confusion et chaos ! Mais la force se développe dans l'oppression.

T. H. Harris,  
(The Guild Reporter)

## Le peuple français fidèle au Front Populaire

(Suite de la page 2)

pour faire ceux-ci prisonniers. Mais n'était-ce pas déjà un signe de faiblesse qu'ils aient dû laisser un tiers des circonscriptions sans candidats et souvent déserté la bataille, se contentant de battre le rappel de la trahison ?

Il est donc bien prouvé une fois de plus que le Front populaire est profondément enraciné dans les masses, que celles-ci savent ce qu'elles lui doivent et ce qu'il est encore capable de leur donner. Il n'est pas une alliance superficielle parlementaire, mais un mouvement puissant issu de la base de la nation, qui a voté avec la pleine conscience du danger fasciste, avec un sang-froid absolu.

C'est contre le renouvellement des manœuvres du grand capital que le peuple de France vient de se prononcer. Il ne donne pas dans le chantage à la confiance de la réaction, sentant très bien que ce chantage ne s'arrêterait pas à une expérience concentrationniste, mais exigerait un régime fasciste. Les masses populaires fidèles à la majorité

de 1936, demandent à celle-ci de ne pas oublier que la conciliation excessive entraîne la défaite, et approuvent sans réserve les déclarations d'Herriot sur la politique extérieure du pays : "Nous devons nous faire respecter. Ce n'est pas en se laissant maltraiter qu'on se fait considérer".

M. Gignoux, porte-plume de la Confédération patronale, exprime assez bien cette résistance des masses aux virages sur la droite lorsqu'il écrit : "Si les personnages consulaires ont senti la nécessité d'adhérer au texte de Rambouillet, une notable partie de l'opinion a été tellement travaillée depuis des mois qu'elle comprend assez mal certains acquiescements et amodiations". La leçon des élections est tout entière dans cette phrase. A noter aussi que le Parti social français des Croix de Feu a totalement échoué dans ses tentatives de mordre sur la gauche ; il n'a que rarement osé présenter des candidats sous leur véritable étiquette, et ses hommes n'ont fait que recueillir les voix qui allaient auparavant aux vieilles formations réactionnaires. Le barrage à la démagogie fasciste a été intégralement maintenu, et le Front populaire ne déviara pas de sa voie, ne se laissera pas décourager et continuera plus résolument son œuvre de progrès social.

L'ultime recours des grands capitalistes contre la conscience de classe des travailleurs qui s'éveillent à eux-mêmes. Le flic et réactionnaire Clémenceau avait dit un jour, le mot juste... "entre nous et vous", disait-il aux démocrates français, "c'est une question de force"...

Oui, c'est une question de force entre la réaction et la démocratie... et quant à nous, démocrates confiants et sûrs de la victoire finale, nous acceptons joyeusement la lutte.

EN ESPAGNE....

# Le trotskisme au service de Franco

En Espagne, tout comme en Union soviétique, le trotskisme, cessant d'être "un courant politique à l'intérieur de la classe ouvrière", s'est converti en une agence d'espionnage au service des rebelles espagnols et de leurs alliés hitlériens et mussoliniens. Tour à tour, "saboteurs, agents d'information, espions, assassins, la bande d'aventuriers sans principes", qui dirigeait le P. O. U. M., avait montré qu'elle était "capable de toutes les ignominies, de toutes les abominations". Le P. O. U. M., dit Parti ouvrier d'unification marxiste, résultat de la fusion du "Bloc ouvrier et paysan" fondé en 1930 par Maurin, et du groupe d'exclus du Parti espagnol, au nombre desquels se trouvaient Nin, Andrade, etc., etc., perdant de jour en jour les quelques milliers d'adhérents qu'ils avaient réussi à tromper — le P. O. U. M., comptait quelques milliers de membres — s'engageait résolument pour arriver à ses fins, dans la voie de la contre-révolution ouverte, pactisant avec les rebelles et collaborant avec eux dans leurs organisations clandestines. Les faits présentent une frappante analogie avec le procès de transformation du trotskisme en Union soviétique.

C'est de la création du Front populaire espagnol, que date le travail de désagrégation effectué contre les organisations antifascistes par le P. O. U. M. Dès la formation du Front populaire en Espagne, consacrée le 2 juin 1935 par un grand meeting auquel prirent part le président Azana, José Diaz et des représentants du Parti socialiste espagnol, le P. O. U. M., par la voix de ses dirigeants, Nin, Gorkin, combat la coalition populaire, qui, quelques mois plus tard, sera victorieuse aux élections générales et chassera la réaction cléricalle et agrarienne du pouvoir. La bourgeoisie réactionnaire et les Grands d'Espagne ont déjà trouvé à ce moment, dans le P. O. U. M. et les liaisons de cette organisation à l'étranger, le plus souple instrument de leur politique. Les conditions de la lutte politique en Espagne étaient, en effet telles, la ligne de coupure séparant les forces du peuple des organisations du centre et de la droite si nette, que la bourgeoisie ne pouvait entreprendre son travail de désagrégation des forces du Front populaire, sans se rendre compte que ce travail ne pourrait être mené par elle. Il lui fallait un groupe d'hommes sûrs, liés à elle pour des raisons spéciales, voire par des concessions qu'elle lui ferait une fois venue au pouvoir, pour mener contre le Front populaire une lutte qui aurait le masque de la révolution. Cet allié, elle allait le trouver dans l'organisation trotskiste, qui, habilement camouflée, pourrait, au moins dans les premiers temps, accomplir sa tâche, sans être tout de suite démasquée. Le document que nous donnons ci-dessous qui a été récemment trouvé au cours d'une perquisition faite dans un local fasciste à Barcelone le prouve. Il s'agit d'une lettre d'un avocat de Barcelone à Gil Robles qui fut, pendant le règne de Lerroux, ministre de la Guerre et l'âme vivante de la répression contre les forces ouvrières. En voici la teneur:

Mon cher Gil Robles,

Un ami de Barcelone, l'avocat José-Maria Palles, qui, en raison de sa situation et de ses intérêts, voyage fréquemment à l'étranger,

où il a des relations importantes avec le monde international, me fait savoir qu'il a l'intention de conclure un accord avec les organisations de Russes blancs et les trotskistes de Paris qui pourraient le mettre au courant des machinations des communistes contre l'Espagne.

Suivent un certain nombre de questions, sur lesquelles les Russes blancs de Paris et les trotskistes se proposent de donner des réponses précises :

1. Des informations sur l'activité de la section espagnole de la IIIe Internationale, sur les dirigeants de cette section, sur ses instructeurs et leurs voyages ;

2. Informations sur l'activité illégale du Parti communiste en Espagne ;

3. Sur la formation du Front populaire et les partis de gauche en Espagne.

La liaison que, dès ce moment, le fascisme espagnol établissait entre ses agents les plus dévoués et les dirigeants du P. O. U. M., devait, à la suite de l'attitude de plus en plus hostile du Front populaire, prise par les dirigeants trotskistes, trouver dans celle-ci son plus sûr soutien. Décidés à lutter par tous les moyens contre le Front populaire, coupés des grandes masses populaires qui avaient manifesté leur attachement au **Bloque populaire**, les dirigeants trotskistes, en lutte ouverte aux côtés de la Phalange espagnole et des partis monarchistes, contre les gouvernements qui se succédèrent jusqu'au 19 juillet dernier, reprirent, au lendemain du coup d'Etat fasciste, plus résolument encore, la lutte contre le cabinet présidé par Largo Caballero. Ennemis du Front populaire, parce que le Front populaire signifiait à plus ou moins brève échéance la victoire des organisations antifascistes sur la rébellion et leur maintien au pouvoir, les dirigeants trotskistes s'engagèrent dans la politique de sabotage du Front Populaire, de discrédit du gouvernement de Front populaire. Et de provocation en provocation, jouissant d'une impunité totale, ils en arrivèrent au soulèvement de Barcelone, qui eût dû, dans leurs plans, justifier un débarquement de troupes italiennes en Catalogne. Cela tandis qu'à Madrid, les membres les plus importants de leur organisation, travaillant de pair avec les centres fascistes d'espionnage, livraient quotidiennement à l'ennemi des informations militaires sur la situation des troupes, l'emplacement des fortifications, et sur "l'efficacité" des bombardements d'artillerie sur l'héroïque population madrilène.

### A NOS LECTEURS :

**Ils ne trouveront pas cette semaine la chronique, toujours si vivante d'Oriadine, qui par retard de transmission, nous est parvenue au-delà de nos délais d'impression.**

**Nous rappelons à cet égard, que toute communication, pour être insérée, doit nous parvenir le mercredi matin au plus tard.**

**Nous nous excusons, auprès de tout le monde, avec l'espoir que notre appel sera entendu.**

Merci,  
La rédaction.

## AU FORUM POPULAIRE....

Compte-rendu de l'Assemblée de Dimanche dernier

# "Si nous sommes si riches pourquoi sommes-nous si pauvres?"

Malgré le peu de publicité entourant les séances du "Forum Populaire", et les difficultés sans nombre survenues au dernier moment, le succès de l'assemblée de dimanche dernier dépassa nos prévisions les plus optimistes. Une foule d'au-delà trois cents personnes vint entendre le conférencier, M. Jean Péron, lequel sut, comme toujours, intéresser ses auditeurs au plus haut point. Le sujet de la conférence était celui-ci : **Si nous sommes si riches, pourquoi sommes-nous si pauvres ?**

M. A. Caron, président de l'assemblée, présenta le conférencier, qui fut salué par les applaudissements enthousiastes de la foule.

M. Jean Péron débuta par quelques préliminaires.

"Il y a, déclara-t-il, une vague de réaction qui déferle actuellement sur la ville de Montréal. Des pressions s'exercent auprès des autorités dans le but d'interdire des assemblées. Nous sommes en butte à la malveillance et à la calomnie. Le "Forum Populaire n'y échappe pas mais le "Forum Populaire" n'y succombera pas. Il n'est d'ailleurs pas un organisme de lutte politique. On n'y traite des sujets d'intérêts générale que de façon objective".

Puis le conférencier dit que la tribune du "Forum Populaire" demeure ouverte à tous sans distinction de partis, d'opinions et de couleurs.

"Nous avons invité M. Alfred Costes, tout comme nous aurions invité M. Durand ou M. Dupont ou l'abbé Lionel Groulx par exemple". Car nous sommes indépendants de toute doctrine, et nous ne faisons pas de politique".

Ensuite, M. Jean Péron entre dans son sujet. Il fait une analyse détaillée du bilan canadien de façon magistrale, expliquant clairement cette antithèse : nous sommes très riches, mais nous sommes aussi très pauvres.

Le conférencier dédaigne les longues et monotones citations des statistiques officielles concernant la richesse de notre pays. Statistiques rédigées d'ailleurs en très mauvais français et souvent inexactes. Cette conférence exempte de froides nomenclatures, devient très vivante. C'est un tableau brossé avec vigueur, dénonçant les anomalies déconcertantes dans la répartition de nos richesses.

Le conférencier constate que la richesse du Canada, évaluée à 31 milliards en 1929 est descendue à 25 milliards en 1933. Ce recul est dû, à la dépréciation des choses et à l'insuffisance de leur remplacement. Chaque habitant canadien est riche de \$2.413. D'autre part, explique, le conférencier, s'il existait une juste rétribution du travail, chacun de nous aurait droit annuellement à la somme de \$1.400, au lieu des \$750 environ, moyenne des salaires industriels.

Ensuite Mr. Jean Péron, prouve, en émaillant sa démonstration de réflexions spirituelles, que si nous ne sommes pas riches, d'autres le sont... et il cite des chiffres intéressants à cet égard.

Après avoir peint à grands traits la situation économique du Québec, citant notamment les chiffres pitoyables de la mortalité infantile, qui placent Québec et Montréal, immédiatement après Bombay et Madras... le conférencier nous montre alors combien nous sommes pauvres

et volés. On nous a pris tout, puis on conclut ensuite, en mettant les canadiens-français dans l'impossibilité d'entendre les personnalités étrangères qui pourraient les instruire et les rappeler à la conscience d'eux-mêmes. Nous ne sommes donc que des êtres bien pauvres dans un pays bien riche... Quel est le recours à tout cela ?

Le conférencier répond que c'est parce que nous avons simplement oublié d'être des hommes. Nous avons refusé de penser par nous-mêmes. Nous avons confié nos destinées à des individus qui nous ont tenus dans l'ignorance et la misère, et nous en sommes souvent les complices heureux d'avoir quelques fois quelcun argent pour spéculer.

Le conférencier conclut en donnant les directives nécessaires. S'organiser, s'instruire, refuser d'accepter la pauvreté comme naturelle et nécessaire, et secouer le joug qui emprisonne nos cerveaux.

Après la conférence, M. Jean Péron répond à quelques questions. Puis la séance est levée au milieu des applaudissements de la foule.

G. D.

## QUEBEC....

# Un incident

### Les produits japonais

La camelote japonaise, fabriquée par une main-d'oeuvre peu rémunérée, se débite chez-nous à des prix dérisoires et en quantité considérable. Qui n'a pas déjà acheté une marchandise quelconque dont la marque de commerce "Made in Japan", gravée ou imprimée discrètement, accusait la ville copie et une concurrence déloyale envers nos produits ?

Acheter les produits du Japon, c'est coopérer indirectement à l'oeuvre de destruction que ce pays a entreprise en Chine. Il importe d'exiger de nos gouvernants le boycottage de cette camelote.

Même aux coins des rues, des colporteurs affichent une marchandise nipponne. A Québec, près de la devanture d'une boîte à cirage, un de ces marchands de foire détaillait les mérites d'une plume devant une vingtaine de curieux. "Achetez, Messieurs, c'est tant... Vous n'aurez rien de pareil pour un prix aussi modique".

### Un passant vint gâter l'affaire.

"D'où viennent ces plumes ?" demanda le citoyen.

Après examen, il constate qu'elles sont de fabrication japonaise. Fâché, il reproche à cet individu de vendre des produits d'une telle provenance.

"De quoi vous mêlez-vous ?" répondit le colporteur.

"Ne savez-vous pas," que votre argent sert à aider au bombardement des femmes et des enfants de la Chine ? Vendez les produits d'un autre pays".

Cet imbécile se mit à rire et, malheureusement, le public aussi.

Le passant eut assez de courage pour leur faire la leçon. "Tant que vous n'êtes pas attaqués," dit-il à ces gens, "vous êtes indifférents au sort des autres. Quand les bombes tomberont sur vos toits, vous sortirez alors de votre égoïsme, mais il sera trop tard".

C. E. M.

# LA VIE OUVRIERE

## Une entrevue avec Mr. Ben Gold, Président-Général de l'Union Internationale de la Fourrure

### Besoin d'unité.

M. Ben Gold président de l'Union Internationale des Fourreurs, de passage à Montréal où il traça la ligne de conduite aux employés de la fourrure, nous accorda une entrevue mardi dernier à sa chambre à l'hôtel Mont-Royal.

M. Gold commença à travailler dans la fourrure à l'âge de 12 ans. Il joignit l'union peu de temps après. Depuis ce temps il a toujours été des plus actifs. En 1925 il devint membre du Comité exécutif, ensuite passa au rang de président. Il a dirigé plusieurs grèves avec succès.

M. Gold nous déclara que l'Union Internationale avait l'intention d'organiser son industrie au Canada, et qu'il y avait maintenant des organisateurs dans tous les principaux centres : Montréal 3, Québec 1, Toronto 3, Winnipeg 1. L'organisateur général pour l'Union Internationale des fourreurs pour le Canada serait M. Klig. A Montréal, M. Couturier et à Québec M. Perron seraient les organisateurs locaux.

A Montréal, il y a 2,500 employés de la fourrure dont la majorité ne sont pas organisés. Leur salaire est d'environ 75% inférieur à ceux des ouvriers de New-York.

Ensuite, M. Gold nous parla d'unité entre le C. I. O., et l'A. F. of L. "L'Unité, dit-il, n'est pas impossible entre le C. I. O. et l'A. F. of L. pour deux raisons. 1. Les membres des deux unions sont hostiles à la lutte et la division entre les deux grands unions, et sont pleinement pour l'unité ; Le C. I. O. ne veut pas nuire

à l'union Internationale, et l'A. F. of L. ne peut pas vaincre le C. I. O.

"La politique honnête du C. I. O. dans sa manière d'organiser les ouvriers a été prouvée par l'expérience. Par conséquent les deux unions, pour le bien des ouvriers ne peuvent faire autrement que de se fusionner"

"Le Congrès Canadien qui a eu lieu à Ottawa a donné la ligne à suivre et a frayé le chemin vers l'unité. Ensuite nous avons posé deux questions à M. Gold.

— Que dites-vous des insinuations que les unions internationales seraient une organisation Communiste ?

"Les réactionnaires et les fascistes, ainsi que les Unions des compagnies nous attaquent sur ce point en essayant de faire croire que l'Internationale est une organisation communiste, mais je tiens à dire que nous ne sommes pas des communistes, mais que comme partout ailleurs, il peut y avoir des communistes dans les rangs de notre union. La réaction s'attaque à tout mouvement qui cherche à défendre la classe ouvrière. Elle s'attaque même au président Roosevelt, le traitant de Bolchévick, parce qu'il cherche à protéger les ouvriers".

— La jeunesse aux Etats-Unis s'organise-t-elle ?

— "Oui, et nous avons l'exemple d'une union de 3,000 jeunes ouvriers de la Fourrure, de 18 à 23 ans qui travaillaient 60 heures par semaine pour \$10. et qui aujourd'hui ne travaillent que 44 heures pour un minimum de \$20. Les jeunes sont très militants et très loyaux dans leur union.

Marcel.

## Aux Employés Barbiers

Le 30 juin 1935, un contrat collectif était mis en vigueur chez les barbiers de Montréal, avec les heures de travail suivantes : Tous les jours, de 8 heures A. M. à 7 heures P. M. pendant cinq jours, et le samedi de 8 A. M. à 9 P. M. Une après-midi de congé par semaine avec salaire de \$15.00, 50% au-dessus de \$25.00 et 45c de l'heure pour le travail durant les heures supplémentaires et pour ceux travaillant en fin de semaine seulement.

Mais depuis l'application de ce contrat les patrons ont fait amender ce qui ne faisait pas leur affaire. Ils ont fait changer les heures de travail du vendredi et du samedi. Aujourd'hui, les employés travaillent le vendredi jusqu'à 8 heures P. M. au lieu de 7 P. M. et le samedi jusqu'à 10 heures P. M. au lieu de 9 P. M. On ne paie que 25c de l'heure pour le travail des heures supplémentaires et 60% pour ceux qui ne travaillent qu'en fin de semaine.

Il y a des cas où les patrons font travailler leurs employés réguliers sur le taux de 60% et se font signer un reçu de \$15.00 chaque semaine. De cette façon, ces patrons sont certains de ne pas être inquiétés pour la différence de salaire. On peut citer un cas où l'employé travaillait à 50%. Après un certain temps, cet employé demanda la différence de son salaire et perdit sa cause, parce qu'en travaillant au pourcentage il devient son propre patron et par

### En Abitibi

## L'"International Paper" exploite les bûcherons

Lundi dernier, M. David Daignault bûcheron de retour des chantiers de l'Abitibi, nous rendait visite afin de parler aux lecteurs de "Clarté" des tristes conditions du travail

conséquent le patron régulier n'est pas responsable du salaire de cet employé.

Comme ce contrat doit expirer le 30 juin 1938 et qu'un autre contrat est en préparation, il ne faut pas oublier que les patrons ont dit que les employés avaient été trop favorisés par le présent contrat. Que les employés qui prétendent que leurs patrons vont améliorer leur situation dans le prochain contrat se détrompent, parce que les patrons sont beaucoup plus disposés à se favoriser avant de penser à leurs employés.

En terminant, je dis qu'il est du devoir de tous les employés d'appartenir à une union de leur métier et d'être actifs, c'est-à-dire, assister à toutes les assemblées afin d'être témoins de tout ce qui se passe afin que les dirigeants de cette union ne se vendent pas aux patrons pour laisser leurs membres sans améliorations.

A. B.

## NIAISERIES et IMBECILITES

Celui qui a dit que l'instruction et l'éducation faisaient défaut dans notre province avait certainement raison. Mais ce n'est pas la classe ouvrière qui en est responsable, car si nous regardons et examinons minutieusement toutes choses, nous constaterons que c'est parmi les dirigeants de notre province et de notre ville que le plus grand besoin d'éducation et d'instruction se fait sentir. D'ailleurs il faut une certaine intelligence afin de pouvoir utiliser ces deux qualités, mais c'est ce qui manque le plus parmi eux.

Imaginez-vous un homme comme le maire de Montréal qui vient dire "non, je n'ai pas dit que la Fédération des Sans-Travail de la Province de Québec était une organisation communiste, mais un communiste de -vait y parler". Alors, si un communiste parle à une assemblée c'est une assemblée communiste. Si Mr. Joseph Schubert échevin de St. Louis parle au Conseil de Ville, l'assemblée devient donc une assemblée CCF. Si, Mr. le Maire parle du haut de la chaire dans une église, il devient un curé, ou l'église devient un hôtel de ville.

Lorsque Mr. Cloutier du CPR revient de l'URSS et qu'il raconte son voyage au directeur du CPR, est-ce que cette réunion est une réunion communiste ? Voyons, Mr. Raynault, un peu plus de bon sens. De la manière dont vous agissez depuis quelques semaines, vous allez passer à la postérité comme le plus ignorant et le plus intolérant des maires qui aient jamais siégé à l'Hôtel de Ville. Pourtant vous ne devriez pas oublier, ces paroles, Mr. Raynault... "L'intolérance est la marque de l'ignorance"....

E. C.

de la coupe du bois.

Il s'agit en l'occurrence de la compagnie d'exploitation forestière bien connue, l'International Paper Co. Les directeurs de cette compagnie, comme tous les capitalistes, sont très rusés. Dans le but de dégager leur responsabilité, ils confient l'exécution de leurs travaux à des "jobbers". Ceux-ci, dans la plupart des cas, ne possèdent pas l'outillage nécessaire à l'exploitation du bois. Aussi les pauvres bûcherons travaillent-ils comme des esclaves, remplaçant les chevaux et les tracteurs absents.

M. Daignault nous déclara que ces contracteurs ne respectent pas les clauses du contrat qu'ils font signer à leurs employés. Venant de Clova, M. Daignault a travaillé pendant deux semaines pour M. Nap. Tremblay, contracteur de l'International. Il était entendu qu'il recevrait \$45.00 par mois, nourriture et logement compris. Mais cet accord ne fut pas respecté. M. Daignault dut payer sa nourriture chacun des jours pendant lesquels, la mauvaise température ne lui permettait pas de travailler.

Et ces abus vont plus loin. On ose faire travailler des jeunes hommes de 16 ans pour un salaire de \$30.00 par mois, violant ainsi la loi de M. Duplessis relativement aux salaires des bûcherons.

Il serait à souhaiter que les bûcherons protestent enfin effectivement contre ces abus, et prennent les moyens nécessaires pour les empêcher.

Seule une forte union de tous les bûcherons les réprimera efficacement.

### Chroniques des jeunes.

## GUERRE, GUERRE, GUERRE..

### La semaine internationale de paix.

Le semaine prochaine, la jeunesse méditera sur la guerre. Pendant sept jours, les jeunes, à travers le monde, démontreront leur désir de paix.

GUERRE ! voilà le principal sujet des conversations. Dans toutes les langues cette question sera discutée, et sur toutes les bouches on retrouvera ces mots. Vous ouvrirez le journal et des phrases vous apparaîtront en titres flamboyants.

Que de craintes cette seule idée ne suscite-t-elle pas. Le monde est enveloppé dans une atmosphère de guerre. L'Europe sent la poudre à un tel point que l'odeur parvient jusqu'à nous.

La Chine et l'Espagne sont déjà sous le règne du carnage tandis que les autres puissances se préparent avec fébrilité au grand massacre prochain. Les armements s'accroissent.

Un tel pays vote des millions pour l'expansion de son appareil de combat quand l'autre en vote davantage.

Tous les jours, les pays fascistes provoquent les puissances démocratiques d'une façon de plus en plus agressive. Et dans mon opinion, la déclaration de guerre ne se tranchera pas d'une façon brusque comme en 1914. Les différentes nations s'y trouveront engagées sans que la classe ouvrière s'en aperçoive. Et un jour la jeunesse embarquera dans une nouvelle tuerie générale, à moins qu'elle ne soit organisée, prête à fournir l'opposition nécessaire aux faiseurs de guerres qui, eux, sont organisés.

Dans les présents conflits, le Canada prend déjà une part active par l'exportation des matières premières nécessaires : le nickel, le cuivre, etc., et les statistiques prouvent d'une façon catégorique que les magnats de la finance canadienne profitent amplement du sang qui coule en Espagne et en Chine.

Jeunesse, le moment est venu de te grouper et d'agir. Veux-tu voir se reproduire l'hécatombe de 1914, qui engloba des millions de vies ?

Dans le prochain numéro, je traiterai spécialement de la guerre de 1914.

Marcel.

## Au "Forum Populaire"

### LES SEANCES DU "FORUM POPULAIRE"

reprindront incessamment  
Suivre "Clarté" pour informations de date et lieu.

Les inscriptions à la —

### SECTION LITTERAIRE,

doivent être envoyées personnellement à: JEAN PERON,

254 Ste. Catherine, Est,  
à Montréal

# Les chômeurs aux prises avec la réaction

Dimanche dernier, les chômeurs s'étaient rendus en très grand nombre au Marché St-Jacques pour assister à l'assemblée de la Fédération des Sans-travail de la province de Québec. Ils furent fort indignés de trouver les portes de la salle fermées. Ils résolurent donc d'aller à 2207 Est rue Mont-Royal où d'assemblée devait avoir lieu.

Malgré la distance, les chômeurs se rendirent très nombreux, et en un instant la salle de la rue Mont-Royal, qui malheureusement était trop étroite, fut remplie à son entière capacité, soit 600 personnes.

## LA FEDERATION N'EST PAS UNE ORGANISATION COMMUNISTE.

Le président, M. E. Bougie, dans son discours préliminaire démontra aux sans-travail, la vraie raison du refus du Comité Exécutif de laisser tenir des assemblées où les chômeurs pourraient revendiquer leurs droits et où la misère que l'on tient dans l'oubli serait démontrée non seulement aux autorités, mais aussi à la population.

"On se sert du Communisme pour banir nos assemblées, affirma-t-il, mais je tiens à dire officiellement ici, au nom de la Fédération, que nous ne sommes pas une organisation Communiste.

M. Raynault ayant les yeux remplis de "rouges", ne voit chez les chômeurs que des communistes et emploie ce prétexte pour nous empêcher de nous réunir et de faire entendre notre voix. Nous devons nous unir pour empêcher les profiteurs de nous mettre le pied sur la gorge".

Le premier orateur, fut l'organisateur général de la Fédération, M. N.-E. Nadeau. Avec son éloquence habituelle, M. Nadeau exposa le programme de la Fédération qui est le suivant :

1. Un plan de travaux publics pour les chômeurs avec des salaires exigés par les unions.
2. 25% d'augmentation sur les allocations de chômage.
3. Allocation à TOUTES personnes, n'ayant pas d'autres revenus.
4. Lait gratis aux enfants dans les écoles et des vêtements chauds aux enfants des nécessiteux.

M. Nadeau traita aussi de questions très importantes entre autres de la colonisation : "Des criminels conscients dit-il envoient des gens sans expérience sur des terres, au fond de l'Abitibi, et les laissent crever de faim et de froid, sans aide médicale et sans soutien matériel et moral".

L'orateur démontra ensuite les richesses incalculables du Canada pendant que les chômeurs ne retirent juste de quoi ne pas mourir de faim à brève échéance.

Il mentionna aussi certains travaux qui devraient être faits immédiatement par le gouvernement : Destruction des taudis et construction de viaducs qui remplaceraient les passages à niveau où les enfants et les adultes se font si souvent tuer.

## SECOURS AUGMENTES AVANT LE MOIS DE DECEMBRE.

M. Muni fut l'orateur de l'angaise. "Il est plus facile dit-il, d'arrêter une assemblée de chômeurs que de donner du travail avec des salaires raisonnables et de remplir le programme de la Fédération. Pendant que les sans-travail luttent pour leurs libertés, ils oublient les promesses que M. Raynault leur a faites".

## ACTION EN DOMMAGE CONTRE LA VILLE.

M. E. Côté, le secrétaire de la Fédération, expliqua la façon dont la ville s'était prise pour empêcher la Fédération de tenir son assemblée au Marché.

"Ils essayent de baillonner les chômeurs, déclara-t-il, mais ils ne seront pas capables, car en réponse à leurs attaques nous ferons 35 assemblées dans 35 quartiers de la ville. Et aussi nous enverrons une action en dommage à la ville afin de rentrer en possession de l'argent qu'occasionna une telle assemblée.

## UNE PETITION EN SIGNE DE PROTESTATION

Le troisième orateur fut M. R.-L. Calder C. R. dont l'éloquence est connue. Voici un résumé de son discours :

"C'est la deuxième fois dit-il, que l'on me ferme le Marché St-Jacques, quoique que je sois citoyen de Montréal depuis 39 ans et que je paye mes taxes.

"Si les autorités ne vous permettent pas de telles assemblées, c'est qu'elles ne veulent pas que vous vous unissiez pour faire vos demandes. Quand vous allez au bureau de la Commission du Chômage d'Hoche-laga pour vous faire réinstaller sur le secours on vous traite comme des mendiants, mais si vous étiez unis, on ne pourrait plus vous berner. Mes amis, attention ! On cherche à faire le vide autour de vous".

"Je dois dire ceci, ma situation, quoique meilleure que la vôtre, est loin d'être rose. J'ai toujours été l'avocat des ouvriers, et quand ceux-ci avaient besoins de mes services, ils payaient loyalement le compte raisonnable que je leur envoyais, mais maintenant les ouvriers ne travaillent que pour des salaires de famine. Je suis pauvre et endetté, car j'ai cru en la prospérité éternelle".

"Je suis un fervent démocrate opposé au fait que 300 nombrils verts dietent la ligne de conduite à un maire qui est trop lâche ou trop complaisant. Je reconnais du bon dans toutes les doctrines, par exemple en Russie, les services médicaux et autres sont gratis. Cela devrait aussi exister dans ce pays.

"En terminant, j'ai un conseil à vous donner. Il ne sert à rien aux chômeurs de faire une révolution, ils doivent s'armer de patience pour ne pas donner à la réaction l'occasion de déchaîner contre eux des forces qu'ils ne sauraient contenir".

"Je suis prêt à défendre la cause de la démocratie qui m'est chère, et j'irai jusqu'au bout afin que chacun ait le droit de s'exprimer librement".

A la fin de l'assemblée une résolution à l'effet d'envoyer une pétition au maire Raynault, protestant contre l'interdiction de l'assemblée du Marché St-Jacques, fut proposée par M. Dépatie et adoptée à l'unanimité.

Marcel.

# LA LIBERTE de PAROLE VIOLEE A MONTREAL

(d'après le "Witness")

Il y a deux semaines, la ville de Montréal eut à subir de nouveau une démonstration fasciste alors que les étudiants de l'Université de Montréal, en menaçant ouvertement les autorités de désordres et même d'émeute, obtinrent l'interdiction de la tenue d'une assemblée qui devait avoir lieu à l'Aréna Mont-Royal et où devaient parler Alfred Costes, député français communiste et Tim Buck, de Toronto.

Bien que les Montréalais soient habitués de voir des gens, exerçant un pouvoir éphémère, leur dicter leurs goûts et dégoûts politiques, la démonstration des étudiants en indigna un grand nombre. Et une délégation composée d'hommes assez influents, faisant partie de la Société des Droits de l'Homme, s'est rendue auprès du maire Raynault dans le but de protester contre ce geste. Le maire sut tirer parti de l'incident pour détourner la conversation et faire une tirade contre le Communisme, bien que la délégation lui rappela à plusieurs reprises qu'elle n'était pas venue discuter du Communisme, mais bien de la liberté de parole.

M. Raynault ignore apparemment que le fait d'invoquer le Communisme chaque fois que des citoyens défendent les libertés britanniques les plus élémentaires, peut avoir un effet complètement opposé à son but. Cette attitude du maire peut facilement créer chez nombre de personnes le sentiment que seuls les communistes sont assez courageux pour réclamer les libertés démocratiques qu'on veut refuser au peuple. Et la plupart considéreront le communisme comme une excellente chose pour cette seule raison. Le porte-parole de la délégation, M. R.-L. Calder se déclara contre les doctrines marxistes, et prouva que les véritables communistes, de nos jours, sont les communautés religieuses que le maire tient en si profonde vénération.

Le maire Raynault, comme son maître Duplessis, a recours au subterfuge pour cacher au public son incapacité de faire face aux problèmes actuels. Car quand un ministre ou un gouvernement trouve inefficaces les panacées qui paraissent infaillibles derrière les sièges de l'Opposition, il est tenté de s'accrocher à tout ce qui peut détourner l'attention du public de sa propre incompétence. Et le communisme est le subterfuge, le prétexte, le fléau que MM Duplessis et Raynault exploitent sans vergogne en toutes circonstances.

**ABONNEZ-VOUS A CLARTE!**

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez trouver ci-inclus la somme de .....

Pour un abonnement de .....

Nom .....

Adresse .....

Ville .....

Taux de l'abonnement: 3 mois, 25c; 6 mois, 50c; un an, \$1.00

# LA MAIRE BAILLONNE LES CHOMEURS

## On leur ferme les portes du Marché St-Jacques

Cédant à la pression de certaines personnes et de certaines organisations, recevant leurs ordres de ces personnes dont le seul souci est le maintien du "bon ordre" dans notre ville, les autorités municipales sont revenues, à la dernière minute, sur leur décision de louer la salle du Marché St-Jacques à la Fédération des Sans-Travail de la Province de Québec, qui devait y tenir une grande assemblée dimanche dernier.

M. N. E. Nadeau, organisateur de la Fédération avait obtenu le Marché, le 22 octobre, sans aucune difficulté. Le petit chef-d'oeuvre littéraire suivant en fait foi :

**M. N.-E. Nadeau, org. de la Fédération des Sans-Travail, Province de Québec, Montréal.**

"Cher monsieur, "En réponse à la vôtre du 30 septembre dernier, relativement à la location de la salle du marché St-Jacques, pour y tenir une assemblée en faveur de votre organisation le 31 octobre courant dans l'après-midi.

...."Je dois vous informer qu'à son Assemblée tenue le 4 du mois courant, le Comité Exécutif de la Cité de Montréal, en a fixé le prix de location à \$ 30.00.

...."Vu que ces locations sont payables d'avance, je vous prierai de me faire parvenir ce montant sous le plus court délai, en plus une somme de \$25.00 comme garantie est exigée, laquelle vous sera remise après l'occupation de la salle et sur rapport du gardien qu'il n'y a eu aucun dommage de causé tant à l'immeuble qu'à son contenu.

"Espérant que ces conditions vous conviendront, je demeure,

Votre tout dévoué,  
(signé) J. Forest

Division des propriétés de la Cité".

M. Nadeau fit le nécessaire : il versa la somme de \$30.00 plus la garantie exigée. Il croyait que tout était conclu, convenu et que l'assemblée pourrait avoir lieu. Mais, entre temps, le Comité Exécutif décida loyalement de revenir sur la parole donnée.

Et c'est ainsi que samedi dernier M. Emile Côté, secrétaire de la Fédération des Sans-Travail de la Province de Québec, reçut cette lettre du même M. Forest :

"Je dois vous informer, à la suite d'une résolution adoptée ce jour par le Comité Exécutif, que les autorités municipales ne peuvent vous louer la salle du marché Saint-Jacques demain, dimanche, le 31 octobre courant.

"Je vous inclus donc un chèque de la cité au montant que vous aviez remis à la ville en rapport avec l'occupation de cette salle à la date précitée".

Voilà comment on traite les chômeurs dans la Province de Québec ! Belle justice, n'est-ce pas ! Touchante sollicitude envers les chômeurs en vérité !

Et l'on essaie de nous faire accroire ensuite que c'est le peuple qui favorise de telles mesures réactionnaires. Quelle effronterie ! Ou bien le peuple est complètement idiot, ou bien il y a mauvaise foi évidente de la part des "personnes" qui se font les champions du "bon ordre". Nous préférons admettre la dernière hypothèse naturellement. Car si ignorants et si "bouchés" que soient les Canadiens-français, ils ne peuvent se faire délibérément les adversaires de leur propre cause. Ce serait un contre-sens inadmissible, une anomalie révoltante.

# LES OUVRIERS NOUS ECRIVENT

## A LA COMMISSION DU CHOMAGE

### Cas d'injustice flagrante

La justice en cette province est un instrument admirable et très utile. Mais hâtons-nous de dire que son utilité semble exclusivement profiter à une classe de la société. Et cette classe, nous le savons tous, n'est pas la classe ouvrière. Nous n'avons pas besoin de prouver cette affirmation car les événements survenus ces jours-ci la confirment amplement.

Le cas suivant, qu'on nous a rapporté dernièrement, illustre de façon malheureusement trop cruelle comment fonctionnent les rouages rouillés de notre administration. Voici :

Un citoyen du quartier Préfontaine reçoit une allocation de la commission du chômage. Inutile de dire donc que la misère règne en maîtresse dans ce foyer où il y a trois petits êtres. Aussi la femme, courageuse mère de famille, trouve-t-elle de l'emploi à \$8.00 par semaine. L'époux, cédant à la pression affreuse de la misère, n'avertit pas la commission du chômage.

Au bout de quelque temps, on ne sait à la suite de quel mouchardage, cette famille voit son allocation de chômage suspendue pour la raison ci-haut mentionnée. Evidemment le père aurait dû faire le rapport exigé en pareille circonstance. Mais la misère est mauvaise conseillère...

Toujours est-il que le malheureux est condamné par les tribunaux à payer la somme de \$118.00 ou bien à faire un mois de travaux forcés. Comme il n'avait pas le choix, notre chômeur prend le chemin de la prison, et paye sa dette à la société.

Mais voilà qu'après avoir purgé sa sentence de façon exemplaire, ce citoyen se voit encore aux prises avec la très efficace commission du chômage. Il est surpris, il croyait être quitte. Mais non. La commission réclame l'acquittement de la somme de \$118.00, sinon pas de secours pour le malheureux et sa famille !

Il s'adresse à son échevin, M. Tailon. Ce dernier réussit à obtenir à nouveau du secours, mais pour la mère et les enfants seulement. Le père, lui, est condamné à crever de

faim jusqu'à ce qu'il puisse rembourser la commission. Ce qui, à raison de \$1.20 par semaine, va prendre environ deux années.

Nous croyions, nous, (mais nous devons être dans l'erreur, comme toujours) que le fait d'avoir purgé sa sentence acquittait par le fait même le malheureux. Et le juge, apparemment, était sous la même impression. Mais notre indispensable commission du chômage en a décidé autrement.

Nous croyons qu'elle pousse trop loin son amour de la justice. Ce n'est pas naturel chez ces gens dont le zèle se mesure à la somme d'argent qu'ils reçoivent. Il doit y avoir anguille sous roche, car nous sommes assez renseignés sur les fonctionnaires peu scrupuleux qui travaillent dans les bureaux de cette sacro-sainte commission.

## AUTRE CAS D'INJUSTICE

Une famille de trois : le père, la mère et un garçon de 19 ans. Ils reçoivent leur allocation de chômage en dépit du fait que le jeune homme travaille et gagne la somme "colossale" de cinq piastres par semaine.

Mais voilà qu'un jour la commission fait enquête et découvre l'"odieuse crime" : celui de ne pas avoir rapporté le fait aux autorités.

Le père est arrêté. Trainé devant les tribunaux, il est condamné à huit jours de prison après cinq mois d'attente. Et comme résultat la famille ne reçoit plus de secours, depuis le début du procès, elle se trouve dans un dénuement complet. Car, par suite des démarches de la commission du chômage, le jeune homme a perdu son emploi.

Nous protestons contre un tel procédé. Et la justice ne doit pas, il nous semble, s'inspirer uniquement des rapports de la commission pour sévir lorsqu'il y a litige dans une famille secourue. Cependant, nous n'excusons nullement le chômeur de ne pas avoir fait le rapport réglementaire. Mais, il y a évidemment abus de "justice" dans le cas présent. Car ce n'est pas parce qu'une famille secourue obtient un surplus de cinq dollars par semaine qu'il faut la condamner à crever de faim durant des années.

G. P.

### Documentaire

## L'Industrie dans la province de Québec

### Extrait de la "Province".

La province de Québec possède de très grandes ressources naturelles, tant forestières et minières qu'hydrauliques. Nous devrions peut-être même ajouter à ce bilan les ressources agricoles, puisque la tendance mondiale de l'industrie, dans le moment, est de se tourner de plus en plus vers l'agriculture pour lui demander des matières premières de plus en plus nombreuses.

Notre province occupe la deuxième place parmi les neuf provinces canadiennes, au point de vue du développement de son industrie.

La valeur annuelle totale de nos produits industriels atteignait en 1936 un chiffre d'environ 700 millions de dollars. Huit mille établissements employaient un capital engagé d'un milliard et trois quarts de dollars.

Les revenus annuels bruts de l'a-

griculture sont d'environ deux cents millions, avec près de 6 millions d'acres en culture. Pour compléter la comparaison, signalons que les pêcheries rapportent le chiffre relativement bas de deux millions, de même que l'industrie des pelletteries, y compris celle de l'élevage des animaux à fourrure.

L'industrie forestière donne, annuellement, en bois coupés et autres produits forestiers, environ quarante millions.

En 1934 nous avions 10 fabriques de pulpe, 11 papetteries et 21 usines fabriquant et la pulpe et le papier. Le capital engagé dans cette industrie était de 275 millions. Une grande usine à pulpe vient de s'ouvrir à Baie Comeau, sur la côte nord du Saint-Laurent, en aval de Tadoussac.

Nos forces hydrauliques sont exploitées au profit de ces usines de

pulpe et de papier, de même qu'à celui des industries électro-chimiques et métallurgiques. Une autre patrie est consacrée aux diverses applications commerciales, municipales et domestiques. Environ une centaine de centrales génèrent près de la moitié de toute l'énergie hydro-électrique du Canada, c'est-à-dire, 4 millions de chevaux-vapeur. Ceci représente environ 20% du pouvoir utilisable. 40% de cette énergie sont absorbés par les usines de pulpe et de papier, 10% par les autres industries et l'autre moitié par la consommation publique, tant commerciale que domestique.

Notre industrie minière se développe à grands pas. Sa production en 1906 avait une valeur de cinq millions ; en 1916 et elle se doublait presque dans les dix ans qui suivirent, pour se porter à près de 48 millions en 1936.

Les mines d'amianté de Thetford ont produit, l'an dernier, 300,000 tonnes valant 10 millions de dollars. Les mines d'or d'argent et de cuivre de l'Abitibi ont produit dans la même période 669,155 onces d'or valant vingt trois millions, 730,000 onces d'argent valant trois cent mille dollars et 66 millions de livres de cuivre évaluées à près de six millions et quart. Presque tout ce cuivre est raffiné à Montréal-Est.

Cette même localité possède une très importante usine de ciment qui produit, l'an dernier, deux millions de barils de ciment, valant près de 3 millions.

L'industrie des textiles donnait en 1936 une production d'une valeur d'environ cinquante millions, les principales usines se trouvant à Montréal, Drummondville, Magog, Saint-Grégoire de Montmorency, Valleyfield, Louiseville et Trois-Rivières.

Les aciéries ont eu une production de plus de cinquante millions, pendant que les métaux non-ferreux atteignaient une valeur de quarante millions. Deux grandes fabriques d'aluminium se trouvent à Shawinigan Fall et Arvida.

Les raffineries de pétrole de Montréal-Est ont une production annuelle estimée à environ vingt-cinq millions.

L'industrie du cuir dépasse une production annuelle de trente millions.

Nous avons 19 filatures et teintureries de soie artificielle. Les principales d'entre elles se trouvent à Montréal, Trois-Rivières, Drummondville et Louiseville. Leur production dépasse une valeur totale de vingt-cinq millions.

Les industries du coke, du gaz et du caoutchouc, concentrées presque exclusivement sur l'île de Montréal, produisirent en 1936 pour plus de dix millions chacune.

L'industrie des conserves alimentaires fabriquées dans la province a une valeur brute annuelle de plus de dix millions. Une certaine d'usines se trouvent un peu partout. Cette industrie est essentiellement rurale.

La valeur des produits chimiques de notre production est déjà évaluée à près de cinquante millions. On y manufacture des vernis et des peintures, des préparations pharmaceutiques et médicinales, des explosifs et munitions, des pièces pyrotechniques, des parfums, des savons et détergents, des engrais chimiques, des gaz comprimés, des colles, des crèmes et pâtes, des encres, etc.

La grande industrie chimique est contrôlée chez nous par deux compagnies ; la Canadian Industries Ltd., filiale conjointe de l'Imperial Chemical Industries Ltd., de Londres, qui a le contrôle, et des du Pont de Nemours des Etats-Unis ; puis la Shawinigan Chemicals Ltd., contrôlée à son tour par la Shawini-

## CONVOICATIONS

### ASSOCIATION DES SANS-TRAVAIL DE CREMAZIE

Le bureau des plaintes, situé à 254 Ste-Catherine Est, chambre 9, est ouvert tous les jours de 10 heures de l'avant midi à 5 heures du soir.

Assemblée tous les Vendredis soirs à 8 heures à 1646 rue De Bullion, au 3<sup>e</sup> étage.

### COMITE DES SANS-TRAVAIL DE ST. JEAN-BAPTISTE

Le bureau des plaintes du Comité des Sans-Travail de St-Jean-Baptiste situé à 4456 St. Laurent est ouvert tous les jours, de 9 heures de l'avant midi à 5 heures du soir.

Tous les chômeurs, victimes d'une situation litigieuse, sont cordialement invités à venir nous confier leurs griefs.

### OUVRIERS UNIS DE L'EST

...Assemblée régulière tous les mardi soirs à 2073 rue Joliette.

Le bureau des plaintes, situé à l'adresse ci-dessus, est ouvert tous les jours de 1 heure à 5 heures de l'après-midi.

### VILLE - MARIE ET SAINT - JACQUES

Les assemblées de l'Association des chômeurs de St-Jacques et de Ville-Marie auront lieu tous les mercredis soirs à 8 heures pour les hommes, et le jeudi soir, à la même heure, pour les femmes.

Il y aura aussi des conférences tous les jeudis après-midi à 2 heures, 1650 Dorchester E.

### OUVRIERS UNIS DE MONTCALM

Assemblée régulière chaque vendredi soir à 6675 rue Marquette.

Le bureau des plaintes est ouvert tous les jours de 9 heures de l'avant-midi à 5 heures du soir.

### ASSEMBLEE DES FEMMES Contre la guerre et pour la paix.

Conférence par —

### OMER PERREAULT

1250 Dorchester Est,

le jeudi soir 11 novembre à 8 hrs.

## Petites annonces

Un centin par mot avec minimum de 50 cents

Appelez PLateau 6045

... "Clarté" est imprimée aux ateliers de la Old Rose Printing Co., 4083 St.-Laurent, Montréal, et publiée

gan Water and Power Co., à capital en majorité québécois.

La grande industrie chimique est très prospère, tandis que la petite industrie brille surtout par son absence presque complète.

Jean Beaudry.

08/11/37